

extrêmement restreint de masques; presque tous étaient des enfants costumés en zouaves et en hussards. Quelques parrains, vêtus de costumes défranchis, ont risqué, au nombre de six, une pointe sur le boulevard Beaumarchais, mais ils ont dû se retirer bientôt devant les sifflets et les huées de la foule. En revanche, les masques ont commencé à être très nombreux sur le boulevard à partir de dix heures du soir. Arlequins et figurants, pierrots et polichinelles, moliens et mousquetaires ont été pendant deux heures leur satin fripé et leurs gaudes ternis du faubourg Montmartre au café Riche, attendant le moment d'entrer au bal de l'Opéra. On remarquait que très peu de femmes étaient costumées.

Plusieurs arrestations, sans grande importance, du reste, ont été opérées. Citons celle d'un clochard qui, pincé vers onze heures du soir par la police pour avoir exécuté un pas accidentel au coin de la rue Richelieu, a suivi les gardiens de la paix jusqu'au poste de la rue Drouot en continuant son pas au milieu des rires de la foule.

Un minot, on a arrêté au coin de la rue Rosini et de la rue Le Peletier le sieur Étienne Curod qui, costumé en mousquetaire noir, volait très agréablement le porte-monnaie dans la foule. On en a trouvé sept sur lui, contenant ensemble 387 fr. 80 cent.

Jamais, depuis bien longtemps, nous n'avions rencontré autant d'ivrognes. Les rues étaient pleines de gens qui zigzaguaient en battant les murs; ce qu'on en a conduit aux postes de la rue Drouot et du boulevard Bonne-Nouvelle est quelque chose d'incalculable. Les marchands de vins se soulevaient agréablement du mardi gras de 1872.

En somme, la journée et la nuit se sont parfaitement passées. C'est à sept heures et demie et même huit heures, on rencontrait encore dans les rues quelques masques attardés, malgré l'arrêt de police qui leur interdisait de circuler après six heures du matin, ainsi que nous le disons plus haut.

LE BOUF GRAS... DE LA VILLETTE

Vous le croirez si vous voulez, mais La Villette a eu hier son bouf gras — qui était un cheval maigre.

Ce pauvre animal, destiné à la boucherie, a été promené triomphalement dans les rues, précédé par une demi-douzaine d'ânes — appartenant aux chiffonniers de la cité de la Paix. Ces chevaliers de la hotte, couverts de guenilles horribles, avaient naturellement accompagné leurs quadrupèdes, et formaient le cortège carnavalesque le plus baroque qui se puisse imaginer. C'est un équilibre du quartier et un boucher hippophagique qui ont fait les frais de cette exhibition, dont les promeneurs n'ont pas dépassé les boulevards extérieurs.

LES DEVANTURES DES BOUCHERIES

C'était hier grande fête pour les bouchers, aussi ne pouvant plus compter sur le bouf gras, s'étaient-ils rattrapés en faisant de leurs devantures une curieuse exposition de fleurs et de feuilles d'or, ornant les vitrines les plus grasses et composant les dessins les plus originaux. Parmi les boucheries qui pour la circonstance ont déployé le plus grand luxe, nous en citerons entre autres, une du quartier de la Madeleine, qui a eu l'idée originale de remplacer son étalage ordinaire par deux groupes en terre cuite, assez joliment faits, et représentant le premier un bouf gras traîné par deux chevaux, et de l'autre un cheval mort, traîné par deux boucs. Nous laissons à deviner l'allégorie qui pouvait bien s'y cacher, mais nous tenons à constater l'immense succès que cette idée a obtenu.

Une boucherie du quartier Breda a aussi profité de la circonstance pour étaler un mouton gras, tout vivant, qui, au dire des connaisseurs qui s'étaient donné rendez-vous devant ce phénomène obèse, était un des plus beaux spécimens qu'ils aient jamais vu. Le mouton à deux ans, il s'appelle le *Revenant*.

Enfin, citons une boucherie de la rue Laffitte-Mercure, dont le patron, encore un socialiste, a eu la malencontreuse idée de mettre à l'étalage un morceau de cheval maigre, avec cette inscription : *Morceau du peuple*. Nous l'avons vu, de nos yeux vu, et n'avons pu nous empêcher d'en rire, en voyant ce menu peuple qui faisait ripaille deux pas plus loin.

LA DESCENTE DE LA COURTILLE

Tout le monde sait avec quel entrain et quelle hâte, après les étourdissantes folies du bal masqué, on courait autrefois à la Courtille pour voir la fameuse descente. Depuis quelque temps cette antique coutume se perdait, chaque année la file de voitures était moins longue et le nombre des personnes masquées diminuait. Aujourd'hui il n'y a pas eu de descente, nous avons vu à peine quelques rares voitures de masques traverser le place du Château-d'Eau et la rue du Faubourg-du-Temple, devant un petit nombre de curieux que la tradition avait amenés là pour y voir le défilé. Nous n'avons ni remarqué un joli costume ni entendu un joyeux lazzi. Tout ce monde s'est répandu dans les cafés et brasseries de la place du Château-d'Eau, pour y enterrer le carnaval.

LE MERCREDI DES GENDRES

C'est Mgr Guibert, archevêque de Paris, qui a distribué les cendres aujourd'hui à Notre-Dame.

LE RÉCOLEMENT DU MOBILIER DE L'ÉTAT

Après les déménagements successifs nécessités par le siège de Paris, les luites de la Commune et la perspective de la guerre des rues, il est devenu urgent de procéder au récolement du mobilier de l'État. Cette opération commença le 20 février courant, afin de s'assurer de l'existence des différents objets portés sur l'inventaire.

SUICIDES

Boulevard Sébastopol, le sieur Amédée Dorion, ouvrier chéniiste, après avoir fait de fréquentes libations dans la journée de lundi, a été trouvé pendu le soir dans sa chambre. On attribue ce suicide au chagrin que Dorion avait ressenti de la perte successive de sa femme et de son seul enfant. Après les constatations d'usage, le corps fut transporté à la morgue.

— Avenue des Champs-Élysées, Albert B..., jeune homme d'une des premières familles de province, s'est tiré un coup de pistolet dans la région du cœur. La mort a été instantanée. A la suite d'une vie très agitée et de fréquentes pertes de jeu, Albert se trouvait sans ressources. Ne se sentant pas la force d'entreprendre une vie de travail et de misère, il a mis fin à ses jours.

LE DERNIER BAL DE L'OPÉRA. — LES BALS MASQUÉS

Vivité la saison des bals de l'Opéra de 1872, mais qu'on se souvienne du dernier !... Ceux qui y ont assisté peuvent dire mainte-

nant qu'ils ont été idéés du chaos. Le chiffre des entrées a été considérable : 3,429. On sait qu'hier les entrées ne s'élevaient qu'à quatre cents, et que l'habit noir n'était pas de rigueur. Nous sommes d'avis que M. Strauss n'avait pas eu là une idée très heureuse, car l'avis des costumes était loin de satisfaire à l'avis donné par l'affiche : *Une tenue décente est de rigueur*.

Pour donner une idée de ce que c'était, contentons-nous de constater que nous avons aperçu une manière de naturel de Belleville, complètement dénué de toute espèce de gilet ! Un grand nombre de personnes cependant, les habitués, avaient endossé la tenue ordinaire, ceux-là ; il y avait dans la salle nombre de gens en jaquette pour les traiter d'aristos. On s'est terriblement marché sur les pieds au foyer, d'une heure à quatre ; la partie féminine y brillait presque complètement par son absence, et il était facile de compter les dominos. Rien de plus amusant que l'aspect des couleurs, où la foule faisait positivement l'effet d'une mer houleuse. Par instant, on n'avait qu'à se laisser aller pour être transporté à plusieurs pas.

L'orchestre de M. Strauss s'est surpassé pendant cette dernière nuit : presque tous les morceaux qu'il a exécutés étaient inédits. Le nombre des individus expulsés du bal pour chorégraphie trop accentuée a été relativement assez considérable ; parmi eux figuraient, contrairement à l'usage, plusieurs danseurs en costume civil ; l'un d'eux s'est même débattu comme un beau diable, et les gardes municipaux de service ont dû se mettre à deux pour le conduire au violon, tandis qu'il criait d'une voix enrouée :

— Et vous appelez cela une République... Malheur ! Impossible de se figurer rien de semblable au galop final : le carnaval a eu cette année de tumultueuses funérailles. — Dans presque tous les restaurants, on a soupé jusqu'à huit heures du matin, et ceux des boulevards n'ont pas dû se plaindre de la recette, car jamais nous n'y avions vu autant de monde. A partir de deux heures, il était très sérieusement difficile de se procurer un cabinet particulier.

Plusieurs de nos reporters ont assisté aux autres bals masqués de Paris, et tous nous disent que l'entrain a été partout le même. Triste le jour, le mardi gras de 1872 a été des plus gais la nuit.

LES VIDANGES PARISIENNES

La question des vidanges dans une ville comme Paris intéresse au plus haut point la salubrité publique et les finances municipales. C'est sur cette question que nous nous proposons d'appeler aujourd'hui l'attention de nos lecteurs à l'heure où nous allons démontrer que les systèmes des vidanges dont ils ont hérité de leurs prédécesseurs présentent de graves inconvénients et pourraient être avantageusement remplacés.

L'envolement des produits des fosses d'aisance se fait de la manière suivante : les concessionnaires opèrent la nuit au moyen de tonneaux roulants et de pompes aspirantes dont les conduits vont plonger dans les fosses. Toute la matière solide et liquide est transportée dans le dépôt de Bondy.

Ce procédé présente de grands inconvénients et pour la salubrité de Paris et pour celle des environs de Bondy. Sur quelques points de Paris, il est vrai, on emploie depuis longtemps un système qui constitue depuis un progrès sensible sur le précédent. Boulevard Sébastopol, par exemple, la fosse d'aisance de chaque maison correspond directement avec les égouts. Cette fosse porte le même numéro que celui de la maison. Elle contient une tinette en ferblanc avec laquelle correspondent tous les tuyaux et où se rendent toutes les déjections. On enlève cette tinette tous les quinze jours et on la remplace par une tinette vide. Comme nous l'avons dit, ce système vaut mieux que le système généralement usé, mais il est encore bien éloigné d'être parfait.

On n'attendra la perfection que le jour où l'on adoptera le système usité à Londres. A Londres, où il n'y a point cependant d'administration centrale de la voirie, où il y a autant de bureaux des égouts que de quartiers, on a adopté le système suivant : les égouts sont aménagés de telle sorte qu'ils puissent recevoir et charrier les vidanges et autres déjections. Les fabricants d'engrais recueillent ces matières à la sortie des égouts et les transportent dans un lac, en dehors de la ville, sur une hauteur.

Dans ce lac, on projette du sang de boeuf et du sulfate d'alumine. Ces deux précipités séparent la matière solide de la matière liquide, qui, redevenue de l'eau absolument incolore, inodore et insipide, est rejetée dans la Tamise. La matière solide reste au fond du lac : elle est devenue friable, et peut se réduire facilement en poudre, qu'on livre aux fermiers, qui préfèrent de beaucoup cet engrais à tous les autres comme ayant un pouvoir fertilisant infiniment supérieur.

Ce procédé n'est employé à Londres que depuis plusieurs années, et il convient de dire que nos voisins nous l'ont emprunté. En effet, il y a dix ans environ, sous l'administration de M. Haussmann et la direction de M. Mille, des expériences considérables ont été faites à Paris dans le but de découvrir le système de vidanges le plus salubre et le plus économique à la fois.

Certain quartier de Paris bénéficie encore à l'heure qu'il est du résultat de ces expériences. Les fosses de ce quartier déversent directement leurs produits dans les égouts où ils se mêlent aux eaux de ménage. Le tout est recueilli à la sortie de l'égout collectif d'Amièrès et transporté dans la plaine de Gennevilliers, où on le traite par des procédés analogues à ceux que nous indiquons plus haut. La matière liquide, redevenue de l'eau propre, est rejetée dans la Seine ; la matière solide, réduite en poudre, est vendue aux agriculteurs, qui la répandent sur leurs champs.

Puisque ces expériences ont produit de bons résultats, et que la ville de Londres s'en est emparée, pourquoi la municipalité de Paris ne généralise-t-elle pas le système qu'elle ont consacré. Il y aurait, il est vrai, de grands travaux à faire pour aménager les égouts et les approprier à cette destination ; mais pourquoi reculerait-on devant cette dépense, si elle doit procurer à la Ville un revenu considérable, revenu que des calculs ont évalué à plusieurs millions ?

Plusieurs autres systèmes hygiéniques et très productifs ont été d'ailleurs présentés. Nous reviendrons sur cette question des plus importantes.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES

(Par voie télégraphique.)

ALLEMAGNE

B. 13, 13 février.

Chambre des députés. — L'ordre du jour appelle la délibération finale sur le projet de loi relatif à l'inspection des écoles. M. Falk, ministre

des cultes, déclare que, sans aucun doute, le gouvernement a l'intention de maintenir en place les inspecteurs scolaires membres du clergé évangélique. Mais si, dans l'Eglise évangélique, venait à éclater des conflits analogues à ceux qui ont surgi au sein de l'Eglise catholique, le gouvernement s'abstenait alors de la loi pour la tourner contre le clergé évangélique lui-même.

M. de Bismarck déclare que le gouvernement usera de tous les moyens constitutionnels pour provoquer l'adoption de la loi. A la discussion des articles, M. de Bismarck insiste sur ce point qu'il n'a pas accusé le clergé catholique d'observer une attitude antinationale. Il a seulement exposé que de tels symptômes de tendances antinationales s'apparaissent dans les rangs du clergé français ou du clergé polonais comme parmi les membres du clergé allemand qui, ouvertement et illégalement, abusent de leur qualité d'inspecteurs scolaires pour chercher à restreindre l'usage de la langue allemande dans l'enseignement, ou qui, encore, selon ce qu'on voit dans les feuilles électorales bavaroises, désignent ouvertement les Français comme étant les seuls auteurs. M. de Bismarck ne conteste pas l'existence des sentiments nationaux chez plusieurs membres du clergé catholique ; mais ceux-là sont en minorité, et, en outre, ils sont sous le coup d'une menace d'excommunication.

Tous les articles du projet de loi ont successivement adopté. L'ensemble de la loi est ensuite adopté au scrutin par 207 voix contre 155.

ANGLETERRE

Londres, 13 février, 6 h. 35, soir.

Chambre des communes. — M. Lawson annonce qu'il proposera, le 30 mars, une adresse à la reine, dans le but d'obtenir que le gouvernement fasse des démarches pour se retirer de tous les traités qui obligent le pays à intervenir par la force armée en faveur d'autres nations.

M. Rylands annonce qu'il proposera, le 12 mars, qu'à l'avenir les traités de commerce avec les étrangers soient soumis au Parlement avant d'être ratifiés.

La Chambre adopte la proposition de M. Goldschmidt demandant communication du mémoire anglais.

Nous recevons les nouvelles suivantes par voie télégraphique :

Londres, 13 février, au matin.

Après demain jeudi les deux Chambres du Parlement s'occuperont d'une interpellation qui peut avoir pour conséquence un échec pour le cabinet Gladstone. Nous exposons succinctement les faits qui vont motiver ces interpellations.

Une loi, adoptée par les deux Chambres il y a environ un an, autorisait le gouvernement à nommer quatre membres salariés du comité judiciaire du conseil privé. Les conditions dans lesquelles le gouvernement pouvait nommer ces membres étaient stipulées expressément dans la loi. Ils ne pouvaient, en effet, être choisis que parmi les juges supérieurs de l'Angleterre et de l'Inde, et les cours elles-mêmes où ils pouvaient être pris étaient nominativement désignés.

Quelque temps après, le lord chancelier nomma sir R. Collier juge à la cour des plaids communs, une de celles désignées par la loi. Presque immédiatement après il le nomma membre salarié du comité judiciaire du conseil privé.

Cette nomination donna lieu à une longue correspondance entre le lord chancelier, qui est le même temps président de la cour des plaids communs, et le lord chancelier ; le premier soutenait qu'une telle nomination constituait, suivant lui, une violation de la loi. Dans cette correspondance le lord chancelier a constaté que M. Gladstone était d'accord avec lui sur la validité de la nomination.

Toute la presse, même les journaux qui soutiennent d'habitude le ministère, ont blâmé cette nomination. Jeudi lord Stanhope, dans la Chambre des lords, et M. Cross, dans celle des communes, appelèrent l'attention du Parlement sur ces faits, en déclarant que ce n'est pas une affaire de parti, mais que ce n'est qu'une question de droit constitutionnel dans laquelle les membres de tous les partis peuvent être d'accord.

Le Times, tout en faisant entrevoir que le vote sera contraire à l'administration, soutient que M. Gladstone ne devra pas se retirer devant ce vote parce que la question des juges salariés avec l'Amérique ne permet pas au ministère de se retirer avant le règlement définitif de ces difficultés.

L'Assassinat de Lord Mayo

VICÉ-ROI DES INDES

Une dépêche télégraphique nous annonçait hier que lord Mayo, gouverneur général des Indes anglaises, venait d'être assassiné. Le résultat des renseignements que nous recevons aujourd'hui, que c'est le 8 février, à sept heures du soir, par un prisonnier nommé Shere-Ali, originaire de l'Afghanistan, que le crime a été commis. Shere-Ali avait été, en 1867, condamné à la transportation à vie, pour crime d'assassinat.

Le vice-roi avait fait l'inspection des diverses stations de l'établissement et était déjà arrivé au bassin où se trouvait la chaloupe qui devait le conduire à bord du navire de guerre *Glascow*. Le forçat, protégé par l'obscurité qui régnait alors, put se frayer un chemin à travers les gardes qui entouraient la personne du vice-roi, et arrivant à lui, il lui porta deux coups de couteau au dos, dont il mourut peu après. L'assassin a été arrêté immédiatement et, en ce moment on le juge.

Rien ne démontre que le crime ait un caractère politique. On pense qu'il a été commis soudainement et qu'il aura été soudainement aussi mis à exécution.

Lord Mayo laisse les plus universels regrets, et l'Angleterre toute entière a applaudi aux paroles d'éloge qu'ont prononcées M. Gladstone et le duc d'Argyll en annonçant sa mort à la Chambre des lords. Lord Mayo, remarquable comme homme par son caractère pour l'action, avait rempli, sous trois administrations conservatrices, les hautes fonctions de premier secrétaire pour l'Irlande. En 1867 il succéda à son père comme membre de la pairie irlandaise sans cesser de représenter à la Chambre des communes le bourg de Cockermouth. L'année suivante il fut nommé gouverneur général de l'Inde, malgré une opposition formidable. Alors M. Gladstone arriva au pouvoir ; il confirma la nomination. La position qu'occupait lord Mayo lui a permis, mieux que sa présence à la Chambre, de développer son énergie. Il n'était âgé que de cinquante ans.

La Question de l'Alabama

(Par voie télégraphique.)

Londres, 13 février.

Chambre des communes. — Répondant à M. Dixon, M. Gladstone dit que le gouvernement n'a ni le pouvoir ni le devoir de soumettre à la Chambre les communications qui ont été échangées entre les cabinets de Londres et de Washington depuis la publication du décret de réclamation des indemnités pour des actes commis par le sud.

Répondant à M. Hay, M. Storks dit que les fortifications des îles Bermudes ne sont pas encore achevées.

Chambre des lords. — Lord Redesdale demande si l'Angleterre ne pourrait pas invoquer contre l'Amérique cette considération que, puisque le sud est actuellement l'associé du nord, l'Amérique n'a pas le droit de réclamer des indemnités pour des actes commis par le sud.

Lord Grandville répond qu'il croit que toutes les fractions de la Chambre, sans distinction, sont d'accord sur ce point qu'il n'est pas opportun de discuter la question concernant le traité de Washington. Quant à la question posée par lord Redesdale, le gouvernement doit refuser de

répondre. Il ne serait pas sage d'aborder des arguments qui, peut-être, au moment même, sont l'objet d'un examen de la part des ministres, et auxquels il serait peut-être utile de recourir plus tard.

Un autre membre de la Chambre des lords, lord O'Rourke, attaque le traité de Washington comme étant peu sage et absolument contraire à l'honneur et à la dignité du pays. Il demande une publication plus étendue et plus complète des documents et correspondances concernant la question de l'Alabama. L'orateur émet l'avis que le gouvernement doit convenir qu'il a manqué d'habileté en cette circonstance et que les mots : « provenant des », n'auraient pas dû trouver place dans le traité.

Lord Grandville refuse de répondre. Il se borne à dire que, conformément au vœu manifesté par la Chambre des lords, le mémoire anglais sera communiqué au Parlement.

Lord Malmesbury dit : « Bien que la Chambre des lords s'abstienne actuellement de discuter l'honneur et la dignité du pays, il n'aurait certainement pas été sage de le soumettre plus tard à une sérieuse délibération ».

Lord Malmesbury exprime le regret qu'il n'ait pas été fait appel aux diplomates les plus expérimentés pour la négociation du traité.

Londres, 14 février.

Le Times signale la réaction heureuse qui s'est opérée dans le sentiment public en Amérique ; il est convaincu que si un moyen satisfaisant est proposé pour concilier les vues des deux gouvernements, ce moyen sera accueilli cordialement par l'Angleterre.

Le Morning Post croit que la réponse de l'Amérique est ferme, mais amicale, tout en maintenant la position qu'elle a prise dès le commencement.

Le Daily News publie un télégramme de Rome en date du 13 février, portant que le général Sherman a assuré le gouvernement italien que les États-Unis espèrent arriver à un règlement pacifique et définitif de la question de l'Alabama par l'intervention du tribunal arbitral de Genève.

ÉCHOS MILITAIRES

L'ÉTAT-MAJOR DES PLACES

Une récente décision du président, insérée au Bulletin des Lois, supprime les compagnies de vétérans. Nous désirerions voir compléter une aussi bonne mesure par le licenciement de tout l'état-major des places.

La nécessité de donner une vaste extension à l'organisation et au déploiement de nos forces militaires implique en même temps l'obligation de se limiter absolument à l'indispensable sur un terrain où tout se chiffre par millions.

Les charges qui accablent et accablent longtemps encore la fortune du pays sont telles, que toutes les économies qui peuvent se réaliser, sans porter atteinte à la bonne constitution des corps, doivent être l'objet d'une étude spéciale et approfondie.

Nous signalerons donc tout particulièrement l'inutilité de l'état-major des places.

On croit souvent, dans le public, qu'il fournit les officiers chargés du commandement des places de guerre, devant l'ennemi. C'est une grave erreur. Sans doute un commandant commissionné aurait, en cas d'investissement subit, l'autorité supérieure sur les troupes de la garnison ; mais en général, et surtout pour fortresses importantes, ces fonctions sont données à un officier supérieur ou général de l'armée active, qui prend alors le titre de *gouverneur*. Strasbourg, Metz, Belfort, pendant la guerre, étaient sous les ordres d'officiers n'appartenant pas à l'état-major des places.

Nous ne parlons pas des petites villes fortifiées, dans l'espoir (peut-être illusoire) qu'on se décidera enfin à les supprimer.

Puisque les officiers de cet état-major n'ont que des fonctions sans importance pendant les hostilités, et qu'on n'aura jamais à leur confier la défense d'une place forte, pourquoi les conserver en temps de paix ? Leur service, en garnison, est tellement enfantin, pour ne pas dire plus, qu'on pourrait le réduire considérablement.

Les quelques détails indispensables à conserver seraient confiés à des officiers de régiment qui s'en acquitteraient fort bien, croyons-nous.

Le ministre de la guerre y a déjà songé, affirme-t-on, et nous l'en félicitons sincèrement. En disant que la mesure est impolitique et d'une application impossible, on n'aura rien prouvé. Nous ne voulons pas le renvoi immédiat des officiers qui en font déjà partie, mais la suppression du corps par voie d'extinction. Il y a des droits acquis qu'on doit savoir respecter tout en s'inquiétant un peu des contribuables.

Il nous faut des économies, encore et toujours, pour être à même d'augmenter notre effectif de combattants ; qu'on ne se y trompe pas, celle que nous proposons est sérieuse.

Tel qu'il est porté sur l'annuaire de 1870 (le seul existant encore), l'état-major des places comprend :

| | |
|--------------------------------------|-----|
| Colonels..... | 30 |
| Lieutenants-colonels..... | 56 |
| Captaines en premier..... | 140 |
| Capitaines en second..... | 163 |
| Lieutenants et sous-lieutenants..... | 32 |

La solde sans accessoires, pour tous ces officiers, donne, au bas prix, un total de 1,500,000 fr.

Ce chiffre prouve éloquentement que la mesure serait profitable au Trésor, sans nuire aux intérêts de l'armée.

LES SAPEURS-POMPIERS

On parle de modifications importantes qui seraient bientôt introduites dans le corps des sapeurs-pompiers de la ville de Paris.

Nous donnerons prochainement les détails les plus complets et les plus précis sur l'organisation actuelle de ce magnifique régiment. — MOUSSEROLLES.

HOMMES ET CHOSÉS

Est-ce le carnaval, est-ce le besoin de s'étonner et d'oublier nos calamités qui en sont cause ? Je ne sais ; mais je trouve que les journaux nous donnent, depuis trois jours, des nouvelles bien abracadabrantes.

Laissons un peu la politique de côté, je prends celles qui m'ont le plus frappé par leur invraisemblance.

C'est d'abord le vice-roi d'Egypte offrant au sultan trente-trois paires de chiens d'espèces différentes, sous prétexte que son suzerain aime cet ami de l'homme. Jusqu'à ce que le fait soit vérifié ou démenti, je ne puis m'empêcher de m'inscrire contre son authenticité.

Tout le monde le sait, Constantinople est la ville du monde où il y a le plus de chiens. Ils sont libres, errants, sans maîtres et chargés, ou plutôt ils se sont chargés eux-mêmes d'un important service d'édilité. Les Alphonse-Bey et Richer-Effendi de là-bas n'ont pas à s'inquiéter du nettoyage des rues ; il est fait avec une rapidité et un ensemble dont les Bavirois, Prussiens et Wurtembergeois, qui, autrefois, nettoyaient Paris n'appro-

chient pas. Il me semble donc que le sultan avait bien assez des trente mille chiens de sa capitale, sans que le khédive s'ingérât d'aller lui en expédier soixante-six de plus.

Mais on nous a toujours présenté le khédive comme un prince ambiteux et dévoré du désir de secouer le joug de la Porte. Est-ce que ces trente-trois paires de chiens cacheraient une machination politique ? Tout est dans tout ; et puis, en Orient, les choses se passent différemment que chez nous. M. Thiers aurait beau manifester son amour pour la race canine, je ne crois pas que le vice-roi aurait la pensée de lui envoyer soixante-six spécimens de la race.

Les voyez-vous d'abord dans la cour de la préfecture de Versailles ?

Au milieu des complications politiques du moment, on n'en sortirait pas.

Une chose superlativement miraculeuse, c'est la présence de M. Jules Simon au sacre de Mgr Duquesne, évêque de Limoges. Il est dit que cette époque est destinée à nous faire assister aux spectacles les plus inattendus, et l'auteur dramatique le plus fort n'aurait certainement pas su préparer des effets de théâtre aussi surprenants.

D'aucuns prétendent que M. Simon, ministre des cultes non moins que de l'instruction publique, devait se sacrifier au Devoir, d'autant plus qu'il a écrit là-dessus un livre que personne n'a lu et n'a envie de lire. Si le devoir du ministre est d'assister au sacre des évêques, il y est obligé, par conséquent, à une tenue décente qui, sans avoir de rapports avec celle recommandée sur les affiches du bal de l'Opéra, doit frôiser considérablement sa conscience et révolter tout à fait le vieil homme.

Quand on a des « décrochages » de crucifix dans son passé, de complicité avec M. Motin et la demoiselle Louise Michel, je me demande comment on peut ever contempler en face tous ceux qui d'ordinaire font l'ornement des cathédrales. Le philosophe, fût-il ministre, peut-il, après une déclaration de matérialisme, s'incliner au moment de l'élévation ?

C'est là un de ces spectacles devant lesquels les *Rabagas* et les *Roi-Carotte* pâlisent, et qu'on ne peut oublier après l'avoir contemplé. Il y a eu dernièrement d'assez nombreuses nominations d'évêques ; je serais d'avis qu'en annonçant à la capitale le prochain sacre, on ajoutât, en *nota bene* : M. Jules Simon assistera à la cérémonie.

En mettant les entrées à cinq francs, on ferait une recette qui avancerait de beaucoup la libération du territoire.

En attendant, au ministère de l'instruction publique — et des cultes — on n'appelle plus M. Jules Simon que le *Fier Sicambre*.

L'élection de M. Rouhier vient d'éclaircir l'horizon politique de ce météore ayant nom Charles Ferry, frère de Jules, qui a brillé dernièrement au-dessus de la Corse.

Le succès de son expédition, les résultats insoupçonnés en haut lieu et obtenus par la candidature qu'il a si vivement chassées sont une véritable révolution. Ce commis-voyageur en vins a dû nécessairement conduire aussi habilement les négociations commerciales qui lui étaient antérieurement confiées. Nul doute que l'offre d'un petit beune à ses clients lui leur faisait livrer un château-lafitte de la meilleure année.

Le client se montrait plus que satisfait ; mais le patron devait trouver que ses choix ne réalisaient pas cette prospérité croissante dont les discours de Louis-Philippe parlaient toujours. Il n'est pas étonnant qu'il l'ait remercié, et que M. Ferry ait désiré changer de position.

En se lançant dans la politique, il a importé les succès relatés, inventés les missions armées et couronnées contre le suffrage universel. Sa carte d'échantillon est toujours prête ; il tient les députés de l'opposition émus au plus juste prix, et nous le verrons s'opposer un de ces jours à l'élection de M. Granier de Cassagnac dans le Gers.

CHRYSALE.

LES TRIBUNAUX

6^e CONSEIL DE GUERRE (Versailles).

MASSACRE DES DOMINICAIS D'ARQUEUIL

Audience du 13 février.

(Voir la Liberté des 9, 10, 11, 12, 13 et 14 février.)

opement de sa proposition. Il entre de nouveau dans les détails d'exécution qui, à son point de vue, rend facile la perception de l'impôt qu'il propose.

M. Amat appuie sur la prise en considération de sa proposition: l'impôt qu'il propose est facile et économique, et comme il repose sur la base la plus large, il sera très léger. Il sollicite la production au lieu d'imposition de produits; il sera productif immédiatement et pourra produire ce qu'on voudra lui faire produire.

M. Amat conclut en demandant la prise en considération et au renvoi de cette proposition à une commission spéciale.

M. Duret explique les raisons qui ont dicté les conclusions de la commission d'initiative. Dans la proposition de M. Amat il y a deux choses: une question de principe et une question de quotité. Si l'on adoptait la proposition dans les termes où l'a posée M. Amat, ce serait comme si on voulait mettre en mouvement la grosse machine de Marly pour faire monter un filet d'eau à Versailles. L'orateur ne pense pas qu'on puisse imposer le capital sous une certaine forme si on ne l'impose pas sous toutes les formes.

M. Duret lui-même n'est pas contraire à la prise en considération, mais la commission a conclu à son renvoi à la commission du budget à cause de l'importance de la question. (Aux voix.)

M. Amat revient à la tribune; il insiste pour que sa proposition soit prise en considération et le renvoi à une commission spéciale.

M. de Tillancourt demande que la proposition soit renvoyée à la commission d'initiative.

M. le président fait connaître les conclusions de la commission qui, tout en reconnaissant que le projet de M. Amat mérite un examen plus approfondi que celui qu'il a pu faire, repousse la prise en considération.

La Chambre repousse la prise en considération.

L'ordre du jour appelle la discussion sur la première délibération sur le projet de loi réglant au point de vue de l'indemnité, la situation des fonctionnaires nommés députés.

M. Mervilleux-Duvigneux, rapporteur, demande l'urgence de la proposition. Il pense que pour la dignité de l'Assemblée la question doit être résolue promptement.

Il explique pour quelles raisons le projet n'a pas été passé plus tôt aux délibérations de l'Assemblée.

L'Assemblée, consultée par M. le président, déclare l'urgence en faveur de la proposition.

M. le baron Chaurand combat ce projet de loi et demande à l'Assemblée de rester sous le régime du 15 mars 1849, régime sous lequel elle a été élue.

M. Mervilleux-Duvigneux, rapporteur, rappelle le décret du 30 janvier 1871, qui autorise l'élection des fonctionnaires; mais, d'un autre côté, interdit le cumul du traitement des fonctionnaires avec l'indemnité des députés.

Le ministre des finances avait cru d'abord que l'indemnité pouvait se cumuler avec un traitement ne dépassant pas 50,000 fr. Mais on revint ensuite à une autre interprétation, et un arrêté du président de la République intervint, qui devait se mettre en accord avec une loi de l'Assemblée du 6 août. Il est resté des doutes sur une interprétation relative à ce qui devait être touché, soit sur l'indemnité du représentant, soit sur le traitement du fonctionnaire. Il est donc utile qu'il y ait une loi qui fixe la situation.

Art. 1^{er}. — Les fonctionnaires de tout ordre, élus députés, et les membres de cette Assemblée auxquels des fonctions publiques attribuées ont été confiées depuis leur élection, touchent comme les autres représentants l'indemnité législative établie avec interdiction de cumul par le décret du 29 janvier 1871.

M. l'amiral Saisset demande qu'on ajoute à cet article cette addition:

« Les officiers des armées de terre et de mer, conformément à l'article 87, § 2, de la loi du 15 mars 1849, considérés comme en mission hors cadres. Dans cette situation, ils ajoutent l'indemnité de député à la solde de leur grade, dérogée de tout accessoire. »

M. l'amiral Saisset réclame la bienveillance de l'Assemblée pour les armées de terre et de mer. Il veut faire saisir la différence qui existe entre la solde et le traitement. S'en rapportant aux textes, l'amiral lit la définition de la solde. La

solde est le fruit du travail des officiers, leur propriété et leur revenu. (Mouvements divers.) Le traitement de fonctions s'attache à l'emploi, aux accessoires, aux frais de représentation.

L'honorable orateur cite le cas qui se présente: si la loi passait telle qu'elle est proposée, un colonel en retraite, cumulant sa pension de retraite et son indemnité de député, toucherait un général de brigade en activité de service; il s'agit du traitement de fonctions, le cumul n'est pas possible. Ainsi, moi, vice-amiral, préfet maritime, je ne pourrais toucher à la fois et mon indemnité de député et mes frais de représentation. (Réclamations sur quelques bancs.) Un avocat peut rentrer chez lui et gagner de l'argent dans son cabinet; mais nous, officiers, qui n'avons la plupart du temps que la cape et l'épée, nous ne pouvons travailler et gagner de l'argent. Pourquoi nous faire des sabots? (Réclamations et bruit.) Vous allez violer la loi. Je comprendrais que vous déclariez incompatibles les fonctions de député et celles de militaire, mais vous ne pouvez toucher à la solde des officiers, qui est leur propriété. (Mouvements divers.) — Bruit.

M. Mervilleux-Duvigneux. La commission ne peut accepter la disposition additionnelle, et elle a pris cette décision tout en conservant pour les militaires de l'Assemblée le respect qui leur est dû. Le décret du 9 janvier 1871 rappelle la loi du 15 mars 1849. La loi de 1849 établissait une incompatibilité générale entre le mandat de député et les fonctions publiques. L'art. 5 fixait l'indemnité du représentant à 9,000 fr., et la déclarait incompatible avec toute espèce de traitements, de fonctions, soit en activité, soit en non-activité, soit en disponibilité. Cette loi avait conservé avec les fonctions qui étaient compatibles avec le mandat de représentant. L'article qui avait rapporté au cumul de l'indemnité avec le traitement, et qui interdisait, s'appliquait certainement aux affaires. Je renvoie mes contradicteurs au procès-verbal officiel; ils en trouveront la preuve. La solde, qui qu'il soit, n'est pas incompatible avec le mandat de député. L'honorable amiral Saisset, est un véritable traitement, car elle est susceptible de diminution ou d'augmentation: ce n'est pas une propriété de l'officier. Ce qui lui donne, en 3^e ligne, sera pour les officiers une noble servitude qui leur est imposée par le but du pays. (Approbation sur un grand nombre de bancs.)

M. Belhomme met sous les yeux de l'Assemblée les termes du rapport sur l'organisation militaire du colonel Paixhans à ce propos.

M. Belhomme ouvre le Moniteur. (On fait entendre une sorte de rumeur.) L'Assemblée, ajoute M. Belhomme, ne doit pas s'effrayer qu'on lui lise des textes pour une discussion si importante qu'on touche à l'armée. Le colonel Paixhans disait dès 1832 que le grade de l'officier est sa propriété, et par conséquent qu'on ne doit y toucher en rien.

On ne saurait enlever à cet officier sa propriété. Si l'on doit faire une interprétation, on doit la faire comme souverain et en loi. Les officiers sont des militaires hors cadres; on ne saurait toucher ni à leurs grades ni à leur solde, parce qu'on ne doit pas passer de la propriété de l'officier que de personnes, il faut donc mieux interpréter la loi comme on l'a interprétée par tradition. Il faut donc s'en rapporter à ce que dit la loi de 1832. Parce qu'il n'y a pas de déclaration que nous touchons seulement l'indemnité de député, nous ne devons pas imposer notre interprétation à des officiers qui sont en mission temporaire. On ne saurait toucher à leur propriété.

M. Mervilleux-Duvigneux maintient l'opinion qu'il a déjà émise.

M. Langlois: La solde est le corollaire du grade, qu'il soit ou non en activité. Il ne saurait y avoir confusion.

La disposition additionnelle proposée par M. l'amiral Saisset est mise aux voix. L'article additionnel est adopté.

L'article 1^{er} reste maintenu dans le texte de la commission.

Art. 2. — Si le chiffre de l'indemnité est supérieur à celui du traitement du fonctionnaire, ce traitement est ordonné en totalité au profit du Trésor pendant toute la durée de la session.

L'article 3 dispose: « Si le chiffre du traitement est supérieur à celui de l'indemnité, le fonctionnaire député ne touche pendant la même période que la portion de son traitement net excédant la même indemnité. »

M. le baron Chaurand propose de dire: « Art. 2. — Le traitement des fonctionnaires membres de l'Assemblée est ordonné en totalité au profit du Trésor pendant toute la durée de leur mandat législatif. »

Art. 3. — Sont exceptés de cette disposition: 1^{re} Les traitements du président de la République, des ministres et des ambassadeurs, mais pour la portion seulement excédant le chiffre de l'indemnité de député; 2^{de} Les traitements attachés à un grade militaire en dehors de toute fonction.

M. le baron Chaurand fait observer que tel est l'esprit de la loi du 15 mars 1849.

M. Mervilleux-Duvigneux répond que ce serait être plus sévère que la loi de 1849 dans les exceptions de son article 85.

L'amendement de M. le baron Chaurand mis aux voix n'est pas adopté.

Les art. 2 et 3 sont adoptés, avec cette modification que l'indemnité sera payée pendant la durée de la session. M. le président fait observer, à cet égard que l'Assemblée actuelle n'a pas de session, mais est permanente.

M. Pelletan-Villeneuve propose à l'article 3, l'addition suivante:

« L'éventuel pour les membres de l'enseignement public sera ajouté au traitement fixe et l'excédant à payer sera liquidé comme si le maximum de l'éventuel déterminé par les lois et règlements était une partie fixe du traitement. »

M. Pelletan-Villeneuve a proposé une disposition additionnelle, dans laquelle il demande que le traitement éventuel ne soit pas compris dans l'article 3 du projet de loi. (Mouvements divers.)

M. Dufrenoy ne croit pas qu'il soit bon d'ajouter une disposition à une loi qui vise la situation d'un petit nombre d'intéressés que celui des membres de l'Université, membres de cette Assemblée. (Réclamations.) D'ailleurs, la commission s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. Pelletan-Villeneuve fait remarquer que si sa proposition n'est pas adoptée, on créera, au détriment des membres de l'Université, une exception dans la loi.

L'Assemblée est consultée. La première épreuve étant douteuse, on passe à une seconde épreuve, et la proposition de M. Pelletan-Villeneuve est repoussée.

M. le général Mazure propose cet article additionnel après l'article 3 du projet de la commission:

« Les deux articles qui précèdent ne sont pas applicables aux officiers de tout grade et de toutes armes, non plus qu'à leurs assimilés, jouissant, au moment de leur élection, d'un traitement attaché à leur grade et indépendant de toute fonction. Dans ces diverses situations, ces officiers ou assimilés ajoutent l'indemnité de représentant au traitement qui leur est attribué par les lois et règlements en vigueur. »

M. le rapporteur fait observer que c'est, sous une autre forme, la reproduction de l'amendement de M. l'amiral Saisset; toutefois il y aurait à faire attention à la note qui accompagne l'amendement de M. le général Mazure.

M. le général Mazure fait remarquer que l'article proposé s'agit de ceux qui ont fondé les officiers généraux réellement en retraite.

M. le rapporteur voudrait qu'il fut entendu que les officiers généraux considérés comme étant en retraite, puissent toucher ce qui leur est alloué concurremment avec l'indemnité de représentant.

M. le général Chatelet croit que l'on fait confusion avec de ce qui ne passe dans l'armée. Le décret du 29 janvier avait bien parlé en se servant du terme d'emploi pour désigner ce qui était assimilable au cumul.

M. Dufrenoy accepterait au nom de la commission un amendement du général Robert, qui autoriserait le cumul pour les officiers généraux dans le cadre de réserve.

M. Turquet demande que l'article soit renvoyé à la commission pour qu'elle puisse établir une valeur à leurs titres, soit pris de se présenter à la Banque des Rentes et Pensions, 5, place de la Bourse.

M. le président: L'amendement de M. le général Mazure est abandonné par son auteur et

renvoyé à la Commission acceptée le renvoi, si la Chambre veut bien le prononcer.

L'Assemblée, consultée, prononce le renvoi. L'amendement du général Mazure et celui du général Robert sont renvoyés de droit.

M. le baron Chaurand, Boute et Wallon proposent:

« Dans les cas prévus par les art. 2 et 3, les droits du fonctionnaire à une pension de retraite continueront à courir comme s'il jouissait, sans interruption de la totalité de son traitement. »

Le rapport fait observer que l'amendement est inutile d'après les usages, mais pour plus de précision, on peut le voter.

L'amendement est adopté.

Demain, suite de l'ordre du jour d'aujourd'hui. A deux heures, séance publique.

La séance est levée à cinq heures trente.

ECHOS DE PARTOUT

Voici une pièce de vers inédite de Baudelaire. Un de ses amis a bien voulu nous la communiquer: c'est une véritable primeur, car elle est imprimée aujourd'hui pour la première fois:

LE CHIEN MORT

Nous étions tous les deux dans le jardin où pousse La violette au bord de l'eau, (mousses Et, la main dans la main, sur l'étroit banc De Nous regardions le clair ruisseau.

Car les eaux en chantant coulaient resplendissantes Sur un lit de lichens, parmi les fleurs brillantes Devant nous gisait un chien mort.

Les boursiers d'azur avec les mouches vertes Fournirent sur ses os nus; Les yeux étaient rouges, les entrailles ouvertes, Le ventre saillant béant;

Le sang s'était caillé dans les poils de la bête, Coagulé en noirs grumeaux; Et l'odeur de la mort nous montait à la tête, Pénétrant, âcre, en nos cerveaux.

J'entourai de mon bras sa taille bien aimée, Aussi flexible que les joncs. Et vers moi se pencha sa tête parfumée Qui m'inonda de cheveux blonds:

— Regarde, dis-moi alors, comme en cette carcasse, En ce chien mort liquidé, Un monde tout entier vit, va, passe et repasse, Multicolore et varié!

Dans ces orbites creuses, entre ces crocs fétides, Vois, par ce printemps radieux, Les rendez-vous d'amour des cloportes avides Et des charaçons noirs et bleus!

Les mouches à charbon, lustrant leurs fines ailes, Pompent à deux lés les boyaux mous; Regarde, les vois-tu, mâles avec femelles? C'est partout l'amour... Aimons-nous!

Ma beauté regarda les insectes sans nombre, Rougit et baissa ses yeux bleus, (sombre Et, cherchant le mystère, au fond du grand bois Nous disparûmes tous les deux.

C'est bien là vraiment du Baudelaire des Fleurs du mal.

Voici les recettes des bals publics cette nuit:

Opéra, 3,000 entrées, — 11,688 fr. de recette. Valentin, 3,321 entrées, — 7,114 fr. Id. Bal Bullier, 3,321 entrées, — 7,723 fr. Id. Tivoli Vaux-Hall, 2,882 entrées, — 6,310 fr.

Dans la journée d'hier, un individu âgé d'une quarantaine d'années et portant l'uniforme rouge des anciens gendarmes, parcourait le quartier de la Villette en criant de toutes ses forces:

« A bas le gouvernement! A bas les Ver-

saillais! Vive la Commune!... Il nous faut une seconde Commune! »

Il est évident que ce gendarme de carnaval, qui se serait d'un cabaret pour entrer dans un autre, était surexcité par la boisson. Néanmoins il a été arrêté rue du Rhin et conduit au poste de police, où il a terminé le mardi gras.

Plusieurs individus habillés en femmes ont été également arrêtés, à cause du scandale qu'ils provoquaient dans les rues.

Une voiture de masques, une seule! Elle roulait mélancoliquement hier aux Champs-Élysées, et les cinq pierrots étaient vainement des lazzi à la foule; le public passait silencieux, les épaules se haussaient systématiquement, et la grande ombre de M. l'Arseuil à du frémir d'indignation dans son suaire. De guerre lasse, la voiture de pierrots s'enfuit au grand trot par une rue de traverser l'indifférence commençait à dégénérer en haines, et les cailloux n'allaient pas tarder à jouer le rôle de confetti.

Les malheureux pierrots durent endosser des pardessus et faire relever la capote de leur victoria. Le mardi gras venait de rendre le dernier soupir; le carnaval est mort de chlorose.

C'est aujourd'hui le mercredi des cendres. « Souviens-toi, homme, que tu n'es que poudre et que tu retourneras à la poudre. » Combien il y a, par ce temps-ci, de gens qu'on pourra, après leur mort, traiter de poudre de guère.

DON SPAYVENT.

LES THEATRES

Hier, salle comble dans tous les théâtres. Aux Français, on a fait la recette maximum. Inutile de dire que les collèges étaient en majorité. Aussi la cérémonie du Malade imaginaire, égayée de latin de cuisine, a-t-elle obtenu un succès étourdissant.

Les répétitions de Nourma, de M. Georges Bizet, vont bientôt commencer à l'Opéra-Comique.

L'auteur est fort indécis sur l'interprète à laquelle sera confié le rôle de Nourma.

D'un autre côté, la direction lui offre une femme charmante, d'une rare beauté; mais dont l'expérience pourrait, peut-être, compromettre le succès. Pourquoi M. de Lucie hésiterait-il à donner à M. Bizet M^{lle} Priola? Cette artiste est trop intelligente pour ne pas accepter, avec empressement, un rôle dans un ouvrage, en un acte, il est vrai, mais auquel s'attache un très vif intérêt.

Hâtons-nous de rassurer les nombreux amis de M. Jules Lefort, dont, par erreur, la Liberté d'hier annonçait, dans les informations, l'entrevue.

M. Jules Lefort, le baryton bien connu, se porte à merveille. C'est Charles Leroy, le mari de M^{me} Chaumont, ancien artiste du Gymnase, et compositeur de talent qui a succombé après une longue et douloureuse maladie de poitrine.

On parle beaucoup d'un guitariste espagnol, qui s'est fait entendre dans plusieurs salons.

Ce virtuose, nommé Bosh, obtient sur la guitare des effets surprenants de sonorité: il

enfile, diminue l'intensité du son, comme sur un instrument à archet.

Ajoutez à cela qu'il compose de fort jolies choses, dans un style ravissant.

Voici le programme du concert Danbé, de demain:

1. Ouverture d'Oberon..... C. M. de Weber.
2. A. Largo..... Haydn.
3. Nocturne..... Ernest Cahen.
4. Dances des Bacchantes..... Ch. Gounod.
5. Invitation à la valse..... Weber.
6. Symphonie héroïque (1^{er} morceau)..... V. Beethoven.
7. Réverie..... E. Dückler.
8. Le solo de violoncelle..... M. Loys.
9. Ouverture de la Gazza Ladra..... Rossini.

L'orchestre sera dirigé par M. J. Danbé.

Rabagas fait en ce moment, au Vaudeville, une recette moyenne de 5,350 fr. par soirée. Jenniss.

A la Terza, 7, rue Rochefort, tous les soirs, grand succès pour M^{me} Mac-Montrouge et J. Darciat dans le Violoncelle, et Paul Legrand dans l'Automate de Vanconson.

L'administrateur cogérant: LOUIS GAL.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

PHARMACIE NORMALE, r. Drouot, 45, PARIS

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 14 février 1872.

Marché faible par continuation.

Farines de consommation.

La vente est toujours laborieuse.

Choix et marques D, 78 » à 80 » — Bonnes marques, 75 » à 77 » — Sortes courantes et ordinaires, 73 » à 74 ».

Farines de consommation.

Les farines de commerce sont plus fermes avec acheteurs à la cote.

Dispon., 75 50. — Cour. du mois, 75 50. — 2^e prochains, 75 50. — 4^e de mai, 74 ».

Farines huit marques.

Dispon., 75 50. — Cour. du mois, 75 50. — 2^e prochains, 75 50. — 4^e de mai, 74 ».

Farines supérieures.

Disponibles et courant du mois, 72 50. — 2^e prochains, 73 ».

Blé.

Pon de changements sur l'unité de colza.

Disp., 105 50. — Cour. du mois, 105 50. — 2^e prochains, 105 50. — 4^e d'été, 104 50. — 4^e derniers, 102 25.

L'huile de lin a acquis un peu plus de fermeté.

Disp., 96 75. — Cour. du mois, 96 50. — 2^e prochains, 96 50. — 4^e d'été, 97 ».

Les époques rapprochées sont fermes.

Disponibles et cour., 56 » — Mars et avril, 57 » — 4^e d'été, 60 50.

Same situation.

COTE COMMERCIALE

88^e saccharimétriques, 68 50 à 70 » — Blancs n^o 3, 77 50 à 78 » — Rafinés, suivant mérite, 155 » à 157 ».

VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ETUDE de M^{re} J. PÉREZ, avoué à Paris, boulevard de la Chapelle, 12.

VENTE le 21 février 1872, à deux heures, en neuf lots, dont les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e, grevés d'émphytéose jusqu'en 1920, pourront seuls être réunis.

1^{er} lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Sur un terrain de 2,000 mètres.

Revenu brut: 18,405 fr. — Mise à prix: 500,000 fr.

2^e lot MAISON A Paris, Luxembourg, 49. Revenu brut: 21,535 fr. — Mise à prix: 800,000 fr.

3^e lot MAISON A Paris, boulevard de la Chapelle, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

4^e lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

5^e lot MAISON A Paris, boulevard de la Chapelle, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

6^e lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

7^e lot MAISON A Paris, boulevard de la Chapelle, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

8^e lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

9^e lot MAISON A Paris, boulevard de la Chapelle, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

10^e lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

11^e lot MAISON A Paris, boulevard de la Chapelle, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

12^e lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

FONDS DE MAISON NEUVE

MAISON NEUVE, 8, à adjuger en l'étude de M^{re} BOUGRETT, notaire à Paris, rue de la Harpe, 12, le samedi 24 février 1872, à deux heures, en neuf lots, dont les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e, grevés d'émphytéose jusqu'en 1920, pourront seuls être réunis.

1^{er} lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Sur un terrain de 2,000 mètres.

Revenu brut: 18,405 fr. — Mise à prix: 500,000 fr.

2^e lot MAISON A Paris, Luxembourg, 49. Revenu brut: 21,535 fr. — Mise à prix: 800,000 fr.

3^e lot MAISON A Paris, boulevard de la Chapelle, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

4^e lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

5^e lot MAISON A Paris, boulevard de la Chapelle, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

6^e lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

7^e lot MAISON A Paris, boulevard de la Chapelle, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

8^e lot MAISON A Paris, Tournon, 12. Revenu brut: 12,900 fr. — Mise à prix: 400,000 fr.

9